

La rhétorique réactionnaire

Populisme (3)

dans un champ politique où la compétition entre les partis est arbitrée par le suffrage universel qui obéit à la logique du nombre, ceux qui ont trop visiblement partie liée avec la minorité dont ils servent les intérêts – bourgeoisie, classes dominantes ou « élites » – sont arithmétiquement perdants : en effet, les classes populaires – ouvriers et employés – que la *doxa* médiatico-politique s’emploie à occulter au profit de « classes moyennes » envahissantes représentent respectivement 23% et 29% de la population active, soit la majorité absolue. Comment comprendre alors que les porte-parole politiques des classes dominantes l’emportent à peu près systématiquement au moins dans la société française contemporaine ?

La logique censitaire

La première explication réside dans ce que Daniel Gaxie a appelé « le cens caché » : « en provoquant l’exclusion électorale des agents culturellement et/ou socialement dominés, les inégalités de politisation fonctionnent comme un cens caché et aboutissent aux mêmes résultats – de façon certes atténuée – que les restrictions du droit de vote [...] pour écarter les femmes et les classes dangereuses »¹.

1. Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalité culturelle et ségrégation politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1978, p. 254-255.

GÉRARD MAUGER

Contre la complaisance populiste qui accorde au peuple la connaissance infuse de la politique, contre la vision enchantée de « citoyens » universellement « éclairés » et « mobilisés » et en dépit des droits formellement reconnus à tous, Bourdieu invitait à s’interroger sur les conditions sociales de possibilité de l’intérêt pour la politique². Il s’avère que les chances d’avoir une opinion, c’est-à-dire la propension à répondre (dans les sondages ou dans les urnes) aux problèmes les plus proprement politiques, sont très étroitement corrélées avec le capital scolaire, c’est-à-dire à la fois avec une « compétence technique » (la capacité de comprendre le discours politique) et avec une « compétence sociale » (le sentiment d’être statutairement fondé à s’occuper de politique) : d’où les taux d’abstention massifs des plus démunis³. C’est aussi pourquoi l’écart entre les plus instruits et les moins instruits

2. Pierre Bourdieu, « Culture et politique », in *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, p. 463-541.

3. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l’abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Éditions Gallimard, 2007.

est d'autant plus faible que les questions posées portent sur des problèmes qui touchent de plus près à l'existence quotidienne et sont du ressort de la morale commune. À l'inverse, la professionnalisation croissante du métier politique et la « technicité » des questions posées (financières, budgétaires, fiscales, etc.) ne peuvent que renforcer la dépossession politique des classes populaires. C'est pourquoi enfin l'abdication des droits formellement reconnus, le renoncement à « l'opinion personnelle » et la propension à déléguer à d'autres, reconnus pour leur compétence technique, la responsabilité des affaires politiques, varient en raison inverse du capital scolaire détenu. Ceux qui échappent à la démission pure et simple sont confrontés à l'alternative de la démission dans l'abstention ou de la dépossession par la délégation. Faute de pouvoir participer activement au jeu proprement politique, ils n'ont quelques chances de reconnaître, dans l'univers des opinions proposées, celles qui leur conviennent, que si elles sont incarnées par des porte-parole qui « inspirent confiance » ou, mieux, qui sont repérables par une marque de fabrique qui fonctionne comme garantie : ainsi peut-on comprendre la fidélité aux « marques politiques », étant entendu que la possibilité de détournement et/ou d'*allodoxia* (qui consiste à « prendre des vessies pour des lanternes ») est inscrite dans cette délégation⁴. Cette défection des classes populaires dans les luttes électorales facilite évidemment la tâche des porte

parole des classes dominantes, mais ces derniers ont également appris à tirer parti de l'intérêt populaire pour les questions morales.

Une offre politique « de proximité »

L'intérêt des classes populaires pour les problèmes d'une « commune humanité »⁵ qui relèvent de la compétence de l'*ethos* populaire a sans doute favorisé, en effet, le développement d'une offre politique « de proximité » qui vise à réduire les distances entre profanes et professionnels de la politique. Dans la mesure où leur choix de porte-parole se porte sur « ceux qui inspirent confiance », la mise en scène publique de l'homme politique (et, de plus en plus souvent, de sa vie privée), confiée à des agences spécialisées⁶ et évaluée à l'aune de critères comme la simplicité, la bonhomie, l'honnêteté, mais aussi l'intelligence, les compétences, etc., n'importe pas moins que son « programme » : selon Daniel Gaxie, « la personne même de l'homme politique est un programme moral »⁷. Les porte-parole des classes dominantes peuvent ainsi s'efforcer de faire oublier leur « affiliation » en se présentant comme des « hommes ordinaires » (quitte à perdre un peu de leur sacralité) ou, plus précisément, en se dotant d'« identités stratégiques »⁸ à l'intention de lectorats et d'électorats distincts. Dans la même perspective, ils peuvent aussi se faire les

4. Pierre Bourdieu, « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 16, septembre 1977, p. 55-89. La vigilance à l'égard des dérives inhérentes à la délégation ne condamne pas pour autant à l'apologie de l'anomie qui n'est sans doute pas moins propice que la bureaucratie aux prises de pouvoir incontrôlées.

5. Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Éditions Gallimard, 1991.

6. Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1990.

7. Daniel Gaxie, *La Démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 1993, p. 27.

8. Annie Collovald, « Identités stratégiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 73, juin 1988, p. 29-40.

défenseurs des intérêts de tous (« l'intérêt général ») en se faisant les porte-parole de « causes universelles » où figurent en bonne place les « causes humanitaires » qu'engendrent les catastrophes naturelles, les accidents et les épidémies qui semblent distribués au hasard dans l'espace social, donc susceptibles de frapper indifféremment puissants et misérables, mais aussi la lutte contre le crime et la délinquance qui occupe, depuis plus d'un siècle, une place éminente dans le répertoire de ces « causes unanimistes ». Ainsi peut-on comprendre, au moins pour partie, « la frénésie sécuritaire »⁹, dont Nicolas Sarkozy a été l'un des principaux artisans.

« Pile je gagne, face tu perds »

L'indifférence politique des classes populaires est d'autant plus grande que les clivages au sein de l'offre politique sont de plus en plus difficilement identifiables pour les profanes et que les « marques politiques » sont de plus en plus interchangeables. Si Nicolas Sarkozy a pu faire illusion en 2007 (en faisant étalage de ses déboires privés, en se faisant le défenseur de « la valeur travail » et le pourfendeur de « la délinquance »), elle s'est très vite dissipée dès le Fouquet's et le yacht de Bolloré, révélant au tout venant « le président des riches »¹⁰. Mais, symétriquement, la Porsche « essayée » par Dominique Strauss-Kahn¹¹, avant sa disqualification

judiciaire¹², consolide la « vision d'en bas » de l'indistinction entre une majorité et une « opposition » désormais confondues dans leur commune affiliation au « monde des autres ». En somme, il s'avère que les indices qui permettent à des *habitus* populaires de se repérer, conduisent, en l'occurrence, à un classement politique pertinent dans la mesure où ils sont aussi des indicateurs de la commune adhésion des uns et des autres aux dogmes néo-libéraux¹³ (d'ailleurs validée, s'il en était besoin, aux yeux des profanes, par leur accord sur le TCE ou par les « défections » de Bernard Kouchner, d'Éric Besson ou de Frédéric Mitterrand). Pourquoi et comment choisir quand ce sont « tous les mêmes » ? Le ralliement du PS au social-libéralisme et l'indistinction de l'offre politique qui en résulte, garantissent aujourd'hui le succès des porte-parole des classes dominantes. La victoire est d'autant plus sûre que la résurgence de l'épouvantail Le Pen tombe à pic pour prêcher (jusqu'à des membres « visibles » d'ATTAC et de la Fondation Copernic) « le vote utile »¹⁴, entravant ainsi

ami 2011 (on y lit que Marylise Lebranchu a conseillé à DSK « de faire attention parce qu'il faut qu'il dise aux Français qu'il peut vivre avec eux, comme eux ») et « Après son passage en Porsche, DSK prend une leçon de conduite », *Libération*, 6 mai 2011 (selon Pierre Moscovici, « Les Français ne se laisseront pas abuser : ils savent très bien qui a servi et continue de servir les riches en France » : sic).

9. Cf. Laurent Mucchielli (dir.), *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, Éditions La Découverte, 2008 et Laurent Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de « l'insécurité »*, La Découverte, Paris, 2008.

10. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Paris, Zones, 2010.

11. Cf. « Dominique Strauss-Kahn en Porsche : le Net s'affole et le PS s'inquiète », *Le Monde*, 7

12. « L'affaire DSK » survenue après la rédaction de cet article, confirme, s'il en était besoin, que, comme l'écrit Daniel Gaxie, « la personne même de l'homme politique est un programme moral ».

13. Sur « la conversion » du Parti socialiste, cf., dans des perspectives différentes, Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2006 et François Denord et Antoine Schwartz, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2009.

14. Cf. Susan George, Stéphane Hessel, Pierre Khalfa, Willy Pelletier, Patrick Viveret, « 2012 : des primaires pour toute la gauche », *Libération*, 20 avril 2011.

toute possibilité de reconstruction d'une « marque politique » (après la débâcle du PCF¹⁵) dans laquelle les classes populaires puissent se reconnaître.

Le programme commun « Sarkozy-Le Pen »

Aujourd'hui divisés sur l'Europe et la mondialisation – l'UMP est libre-échangiste, le FN protectionniste – les stratégies électorales de l'UMP et du FN à l'égard des classes populaires sont identiques. Pour nouer une alliance *a priori* improbable, mais électoralement nécessaire, entre des porte-parole des classes dominantes¹⁶ et les classes populaires, il s'agit, en quelque sorte, de substituer à la vision populaire du monde – « Eux » (« ceux d'en haut ») / « Nous » (« ceux d'en bas ») – une vision opposant « Nous » (« ceux d'en bas ») à « ceux qui ne travaillent pas et ne veulent pas travailler », à « une bonne partie des chômeurs et des immigrés », aux « assistés, bénéficiaires de l'aide sociale », aux « jeunes des bandes » et à « la racaille », bref à un « Eux » au-dessous de « Nous »¹⁷. En d'autres termes, il s'agit de réactiver le conflit latent au sein des classes populaires entre *established* et *outsiders*¹⁸ : « la potentialité de la carrière négative [qui

conduit au sous-prolétariat] est aussi importante pour rendre compte des dispositions des ouvriers qualifiés que la potentialité de la promotion pour comprendre les dispositions des employés et des cadres moyens », notait Bourdieu¹⁹. L'affiliation revendiquée aux classes moyennes, l'ostentation de « l'honnêteté » et la stigmatisation morale des « délinquants » et des « assistés » trouvent leur principe dans le souci de se démarquer de la représentation dominante des « classes laborieuses classes dangereuses ». La « frénésie sécuritaire » de Nicolas Sarkozy relayée aujourd'hui par le projet de Michel Mercier, Garde des Sceaux, destiné à « rapprocher les citoyens de la justice », instituant le jury populaire en correctionnelle pour juger les atteintes violentes aux personnes, la volonté affichée par le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, de réduire « le nombre de personnes admises au titre de l'immigration de travail »²⁰, ou encore le projet annoncé par le ministre français des Affaires européennes, Laurent Wauquiez, de plafonner les revenus des bénéficiaires de minima sociaux et de les astreindre à des travaux d'intérêt général, pour marquer l'écart avec « celui qui travaille »²¹, tous alignés sur la propagande

15. Cf. Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2009.

16. Vraisemblablement les fractions « modernes » des classes dominantes pour l'UMP et les fractions « archaïques » pour le FN.

17. Sur cette opposition au sein des classes populaires, cf. Robert Castel, « Pourquoi la classe ouvrière a perdu la partie », in *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Éditions du Seuil, 2009, p. 376.

18. Sur cette distinction, cf. Norbert Elias et John L. Scotson, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1997 [1965].

19. Pierre Bourdieu, *La Distinction, op. cit.*, note 29, p. 459-460.

20. Cf. « Contesté sur son bilan, le gouvernement s'attaque à l'immigration légale », *Le Monde* (9 avril 2011) ; « Vers le FN à pas de Guéant », *Libération* (8-9-10 avril 2011).

21. « Quelle est, pour moi, la principale injustice dans notre pays ? C'est que celui qui travaille n'ait pas un véritable écart avec celui qui bénéficie des minima sociaux », a-t-il déclaré sur RMC et BFM TV. « Cette situation-là est pour moi le cancer de la société française ». *La Tribune.fr* (9 mai 2011). Cf. aussi « La droite n'adhère plus au revenu de solidarité active. Les initiatives se multiplient à l'UMP pour corriger le dispositif accusé de favoriser l'assistantat », *Le Monde* (30 avril 2011).

sécuritaire et « la préférence nationale » de Marine Le Pen, procèdent à l'évidence de cette volonté de creuser la division au sein des classes populaires et de nouer une alliance tératologique entre telle ou telle fraction (dominante/en déclin) des classes dominantes et la fraction « établie » des classes populaires.

Quel programme « pour une gauche de gauche » ?

Faut-il croire pour autant que cette offre politique sécuritaire et xénophobe trouve l'écho espéré auprès des classes populaires ? *Le Journal du Dimanche* (24 avril 2011) publiait sur quatre pages (dont la une) un sondage de l'IFOP annonçant que 36% des ouvriers voteraient pour Marine Le Pen (contre 17% en faveur de DSK et 15% de Sarkozy). S'il est sans doute vrai qu'une partie des couches populaires qui « se vivent comme des laissés-pour-compte » ont le sentiment que « l'on ne fait rien pour elles et que les "eux" d'en haut et les "eux" d'en bas prospèrent à leurs dépens »²², tout porte à croire que ce sondage relève plus de l'énoncé performatif que du constat objectif : comme le relève *Le Canard Enchaîné*, « la "population" d'ouvriers – issue de l'échantillon représentatif de 911 sondés réunis par l'IFOP – est inférieure à 150 personnes »²³ et rien n'est dit sur le nombre d'ouvriers qu'il a fallu contacter pour en extorquer une réponse... En fait, tout indique que le premier parti des classes populaires reste aujourd'hui le parti de l'abstention et que le succès populaire supposé de cette offre politique dite « populiste »

doit sans doute beaucoup au « racisme de classe » de ceux qui la portent et de ceux qui la commentent²⁴. Reste que, si la construction d'une gauche de gauche impose la défense des *outsiders*, il faut également comprendre, comme invite à le faire Robert Castel, « les racines du ressentiment [des *established*] pour le combattre autrement qu'en prononçant des anathèmes »²⁵. Mais, sans doute y faut-il un peu plus et autre chose que « des apéros "pour vivre ensemble", des banquets pour vivre ensemble, des barbecues pour vivre ensemble »²⁶... ■

22. Robert Castel, « Pourquoi la classe ouvrière a perdu la partie », art. cit., p. 377-378.

23. Les sondeurs ont le rouge au front », *Le Canard Enchaîné*, n° 4722, 27 avril 2011.

24. Cf. Gérard Mauger, « Populisme (2) », *Savoir/Agir*, n° 15, mars 2011, p. 85-88.

25. Robert Castel, « Pourquoi la classe ouvrière a perdu la partie », art. cit., p. 377.

26. Susan George, Stéphane Hessel, Pierre Khalfa, Willy Pelletier, Patrick Viveret, « 2012 : des primaires pour toute la gauche », art. cit.